

Les conflits du Moyen-Orient au miroir des communautés imaginées : la rue arabe existe-t-elle? Le cas du Maroc

MOUNIA BENNANI-CHRAÏBI

147

Il est difficile d'ignorer l'impact fédérateur d'événements majeurs tels que la question palestinienne, l'intervention américaine en Irak, ou encore les «affaires» comme celles suscitées par les caricatures du prophète et les propos du pape à Ratisbonne¹. Les médias font alors écho à des protestations de masse ponctuelles mais simultanées dans plusieurs pays où se trouvent des musulmans². Faut-il pour autant en déduire qu'il existe une «rue arabe ou musulmane», une «opinion arabe ou musulmane» prête à se mobiliser et à se lever comme un seul homme, de manière uniforme, avec une définition des enjeux, des motivations, et des modes d'action identiques³?

Sur la base de sources variées recueillies à des moments différents dans le Maroc urbain, auprès d'adolescents, de jeunes adultes et d'acteurs associatifs⁴, je voudrais formuler une hypothèse qui n'est pas généralisable dans l'absolu : si l'on peut observer un phénomène paradoxal de politisation intense des citoyens ordinaires à l'échelle transnationale ainsi qu'une identification à une «communauté imaginée», la mobilisation demeure quant à elle un phénomène plus complexe comme le montrent bien les travaux en sociologie des mouvements sociaux.

¹ La publication des caricatures du Jyllands-Posten au Danemark date du 30 septembre 2005. «L'affaire Ratisbonne» a été déclenchée suite au discours prononcé par le pape Benoît XVI, à l'Université de Ratisbonne, le 12 septembre 2006, lors de son voyage en Allemagne.

² Encore convient-il de rappeler que l'intervention américaine en Irak en 2003 a donné lieu à plus de manifestations en Europe que dans les pays à population majoritairement arabe et/ou musulmane.

³ Clin d'œil à Pierre Bourdieu, «L'opinion publique n'existe pas», in *Questions de sociologie*, Paris: Minuit, 1984, pp. 222-235.

⁴ Depuis les grandes manifestations à l'occasion de la guerre du Golfe en 1991, j'ai observé des mobilisations qui se sont produites en lien avec des événements transnationaux qui ont donné lieu à de nombreux entretiens semi-directifs individuels et collectifs. Les résultats ont été publiés dans Mounia Bennani-Chraïbi, *Soumis et rebelles*.

Les jeunes au Maroc, Paris: CNRS Éditions, 1994; Mounia Bennani-Chraïbi, «Jeunes Égyptiens et jeunes Marocains face à l'Occident: appropriation, attrait et répulsion», in *Visions de l'Occident, Égypte/Monde arabe*, N° 30-31, 1997, pp. 115-144; Mounia Bennani-Chraïbi, «Les «communautés imaginées». Les événements internationaux vus par des adolescents de Casablanca», in M. Breviglieri, V. Cicchielli (éds), *Adolescences méditerranéennes. L'espace public à petits pas*, Paris: L'Harmattan, 2007, pp. 239-261.

Dans un premier temps, je montrerai que la politisation en lien avec l'arène transnationale tranche par rapport à l'apathie apparente qui prévaut dès lors qu'il est question de la scène politique officielle nationale. Ensuite, je défendrai la thèse de l'«illusion» d'une «rue arabe» ou «islamique»: la scène transnationale s'érige le plus souvent en une scène nationale du politique et, de ce fait, une vision lisse doit céder la place à une approche plus affinée des dynamiques qui travaillent les différentes arènes en question.

A-politisation à l'échelle nationale, politisation à l'échelle supranationale?

148

À première vue, le désintérêt marque, en effet, le rapport à la scène politique officielle. Le taux de participation aux élections législatives du 7 septembre 2007 au Maroc, 37%, constituerait un indicateur fort de l'apathie et de l'a-politisation qui caractériseraient les régimes autoritaires⁵. À l'inverse, les grandes manifestations de soutien à la Palestine ou à l'Irak révéleraient un déni de l'État-Nation, ou une mobilisation par défaut, par procuration. En optant pour une définition médiane de la politisation qui ne se restreint pas aux approches conventionnelles⁶, mais qui ne dilue pas non plus le politique⁷, j'explorerai une autre grille d'interprétation. Dans le prolongement de travaux récents, il s'agit de repenser la compétence politique et l'intérêt pour la politique, à partir du repérage de dimensions telles que la perception d'un problème, d'une injustice et même d'une solution, mais surtout la «conflictualisation», l'identification à un «nous» par opposition à «eux»⁸.

Sur une telle base, il apparaît qu'au Maroc la combinaison de ces indices se révèle beaucoup plus souvent en relation avec les scènes transnationales et locales qu'en rapport avec le champ politique national. L'explication ne réside pas pour autant dans le déficit de légitimité du cadre de l'État-Nation: l'absence de perception des enjeux et de

⁵ Juan Linz, *Totalitarian and Authoritarian Regimes*, Boulder, Colorado: Lynne Rienner, 2000.

⁶ L'approche restrictive établit un lien étroit entre politisation et sophistication politique (renvoyant à la possession de compétences cognitives ou techniques, sociales ou statutaires). Voir notamment Daniel Gaxie, *Le cens caché*, Paris: Le Seuil, 1978. Sur la littérature anglo-saxonne, voir Loïc Blondiaux, «Mort et résurrection de l'électeur rationnel. Les métamorphoses d'une

problématique incertaine», *Revue française de science politique*, Vol. 46, N° 5, 1996, pp. 753-791.

⁷ Plusieurs travaux ont eu pour mérite de réinterroger les frontières du politique et les «avenues de la participation», notamment des auteurs comme Jean-François Bayart, Éric Darras ou encore James Scott. À ce sujet, voir Olivier Fillieule et Mounia Bennani-Chraïbi, «Exit, voice, loyalty et bien d'autres choses encore...», in M. Bennani-Chraïbi et O. Fillieule (éds), *Résistances et*

protestations dans les sociétés musulmanes, Paris: Presses de Sciences Po, 2003, pp. 43-126.

⁸ Voir notamment: William Gamson, *Talking politics*, Cambridge: Cambridge University Press, 1992; Sophie Duchesne, Florence Haegel, «La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation», *Revue française de science politique*, Vol. 56, N° 4, 2004, pp. 877-909.

lisibilité des clivages, la balkanisation partisane, le fait que «tout semble joué d'avance» entravent l'investissement et l'implication à l'échelle nationale.

Inversement, dans l'échantillon observé, une véritable identification à une communauté imaginée «arabe» et/ou «musulmane» se dessine, même si sa caractérisation et sa géographie ne sont pas toujours identiques⁹. Elle repose sur l'affirmation d'un «être», d'un sentiment d'appartenance, d'une éthique et de valeurs censées spécifier l'essence religieuse du groupe. Elle renvoie en premier lieu à un ensemble doté de caractéristiques linguistiques et religieuses communes. D'ailleurs, l'alternance fréquente au cours du même entretien de l'«arabité» et de l'«islam», utilisés comme des équivalents, montre bien à quel point ce «pan-nationalisme» est syncrétique chez des personnes qui n'ont pas été exposées à un encadrement politique (intentionnel, intense, structuré) au sein de la famille, dans un cadre associatif ou politique. Si des chercheurs sont d'accord pour distinguer deux grandes phases du nationalisme depuis les indépendances des sociétés arabes et musulmanes, le nationalisme arabe d'abord et l'islamisme ensuite, le clivage est loin d'être aussi net dans les propos¹⁰.

Cette communauté a ses héros individuels et collectifs qui, quels que soient leur référentiel idéologique ou leurs modes d'action, ont pour caractéristiques communes des qualités – telles que le courage, la virilité, la force, la résistance, l'ascétisme, la capacité de se dépasser et de défier plus puissant que soi, la conformité des actes aux paroles – mises au service du groupe d'appartenance à l'échelle de la *umma* «arabe» ou «musulmane». Ces traits valorisés étaient déjà présents dans les entretiens effectués à partir de 1989. Sur le plan supranational, ils ont été attribués à tour de rôle à Gamal Abdel Nasser, Kadhafi, Khomeiny, Saddam Hussein (pendant la guerre du Golfe de 1991), Oussama Ben Laden, Hassan Nasrallah... Ils ont également servi à parer des groupes comme le Hezbollah libanais, les jeunes de l'Intifada, puis les *Chabâb* qui s'adonnent à des «opérations-martyrs». Autrement dit, ces attributs sont prêtés tantôt à des individus, tantôt à des groupes, séparés dans le temps, ayant eu recours à des référents idéologiques différents, voire opposés (nationalisme, socialisme arabe, tiers-mondisme, islamisme), à des méthodes diversifiées (guerre classique, jets de pierre, opérations-suicides ou martyrs), mais qui ont tous, à un moment donné de l'histoire contemporaine, défié plus puissant qu'eux-mêmes.

⁹ Dale Eickelman, James Piscatori, *Muslim Politics*, Princeton: Princeton University Press, 1996. Voir aussi Elizabeth Picard, «Le monde arabe, un ensemble construit par les représentations et structuré par les contraintes», in É. Picard (dir.), *La politique dans le monde arabe*, Paris: Armand Colin, 2006, pp. 11-28.

¹⁰ François Burgat, *L'islamisme en face*, Paris: La Découverte, 2002; Ghassan Salamé, «Le nationalisme arabe: mort ou mutation», in J. Rupnik (dir.), *Le déchirement des nations*, Paris: Seuil, 1995, pp. 183-212.

Loin d'être lisse, cette communauté se configure et se reconfigure (intègre de «nouveaux» territoires comme la Bosnie, la Tchétchénie) à travers l'intensité des échanges. À l'exemple de la radio pendant les années de lutte pour les indépendances, les chaînes de télévision satellitaire contribuent actuellement à façonner cet espace du pensable¹¹. Des médias sont systématiquement cités comme sources d'images, d'information, d'interprétations: Al Jazeera, Iqraa, Al Manar, Abou Dhabi, etc. Pour autant, ils ne fixent pas nécessairement les contenus, pas plus qu'ils ne créent une «opinion arabe» ou «musulmane». En effet, les énoncés standardisés ne laissent pas moins place à des réappropriations en lien avec le contexte et sa perception¹².

150

Cette identification est régulièrement réanimée par les sentiments d'injustice qu'attise chaque nouveau conflit, chaque nouvelle crise et qui constituent le véritable ciment de cette communauté imaginée. Plus précisément, ce «nous» est perçu comme positionné défavorablement dans le rapport de force avec ses adversaires (Amérique, Israël). Le «monde musulman» apparaît comme le «nouvel ennemi» après la chute de l'empire soviétique.

¹¹ Voir entre autres Franck Mermier (dir.), *Mondialisation et nouveaux médias dans l'espace arabe*, Paris: Maisonneuve & Larose, 2003; Gérald Arboit, Philippe Blanchard, «Satanées caricatures. L'idéologisation médiatique d'un inimicus récalcitrant», in Centre Thucydide, *Annuaire français des relations internationales*, Vol. 8, Bruxelles: Bruylant, 2007.

¹² C'est justement l'une des thèses principales défendues dans Jocelyne Arquebourg et al. (dir.), «Événements mondiaux, regards nationaux», *Hermès*, N° 46, 2006.

¹³ Mohammed El Ayadi, «La jeunesse et l'islam, tentative d'analyse d'un habitus religieux cultivé», in Rahma Bourqia et al., *Les jeunes et les valeurs religieuses*, Casablanca: EDDIF, 2000, p. 141.

¹⁴ Dans l'analyse qu'Irène Maffi fait des manuels scolaires d'histoire en Jordanie, cette même vision de l'histoire se retrouve: Irène Maffi, *La politique des objets. Discours et pratiques du patrimoine dans la construction de l'identité jordanienne*, Thèse de doctorat en sciences sociales, Université de Lausanne, 2003, Chap. XII.

La socialisation scolaire semble ici jouer un rôle dans la consolidation des représentations dont fait l'objet cette communauté. Ainsi, d'après une recherche effectuée par Mohamed El Ayadi sur le discours scolaire, à partir d'une analyse de neuf manuels d'éducation islamique, de langue et de littérature arabe, inscrits au programme des lycéens jusqu'en 1995-1996, il apparaît qu'en ce qui concerne le «choix de l'identité et la vision de l'autre», «patrie marocaine», «Maghreb arabe», «nation arabe», «nation musulmane» sont autant de «cercles concentriques» qui se renforcent mutuellement: sentiment national, nationalisme arabe, solidarité islamique ne se contredisent pas, ils sont conciliés¹³. L'unité est valorisée et la division décriée. L'islam et les musulmans sont souvent présentés comme des victimes de différents «complots», et ce tout au long de l'histoire¹⁴.

Et lorsque surgit un conflit, comme celui que le Liban a connu durant l'été 2006, il suffit de circuler dans un taxi casablancais, de faire ses courses dans un souk, pour

ressentir l'intensité des discussions et de l'implication; la radio et la télévision sont plus que jamais allumées, les journaux intensivement échangés, les événements suivis à la minute près. Globalement dans mon échantillon de citoyens ordinaires et d'acteurs associatifs de quartier, les mêmes interviewés qui ont du mal à situer les acteurs du champ politique national, parvenaient sans mal à identifier les différents protagonistes du conflit libanais, les alliances, les forces en présence, les stratégies militaires jouables pour chaque camp. De même, ils restituaient au jour le jour le contenu des discours et des propos émis par les uns et les autres (président syrien, premier ministre israélien, leader du Hezbollah, secrétaire d'État américaine...). À aucun moment, ils n'affirmaient une incompétence sociale ou cognitive. Les clivages étaient clairs et nets, l'identification possible: il y avait les «bons», les «méchants» et, pour pimenter le tout, des enjeux, de l'action, de l'émotion, et du suspense. Alors même qu'habituellement le déroulement des événements conforte l'idée que dans un conflit «les victimes sont toujours les mêmes», tout ne semblait pas pour autant être joué d'avance. Autrement dit, si «a-politisation» des citoyens il y a dans un pays comme le Maroc, elle n'est pas liée dans l'absolu à une absence de compétence cognitive ou sociale, elle ne traduit pas non plus la négation d'un sentiment national; elle pourrait être mise en relation avec l'absence de perception d'un enjeu dans la scène politique officielle: le «match» paraît comme «vendu» avant même le début du jeu.

151

Des nuances s'imposent pourtant quant à la nature apparemment lisse de cette «communauté imaginée». Tout d'abord, il se dessine bien un mouvement de soutien unanime à la *umma* arabo-musulmane «agressée», une tendance à la condamnation des «agresseurs» (États-Unis, Israël), accompagnée par l'idéalisation partielle de l'Ailleurs (aspects politiques, culturels, etc.), mais cela s'exprime dans des systèmes de justifications différents («l'islam véritable», «les droits de l'homme» ou le «droit» et la «justice», sans que ceux-ci ne soient accolés à un référentiel précis). Ensuite, la géographie de la communauté imaginée est loin d'être sans reliefs: la question palestinienne, l'Irak ou le Liban font davantage vibrer que l'Afghanistan ou la Tchétchénie. En troisième lieu, la solidarité exprimée à l'égard de «tout ce qui est arabe [ou] musulman» ne se traduit pas comme dans les cas observés en 1991 par un soutien illimité au leader charismatique du moment; l'unanimité s'effrite. En outre, si la grille de lecture dominante historicise les conflits entre «eux» et «nous», qu'elle fait remonter au plus lointain des passés; l'altérité diabolisée se reconfigure régulièrement. Elle est parfois diluée, mais il lui arrive, notamment depuis l'intervention américaine en Irak, de s'incarner dans un pôle bien localisé: l'Amérique et Israël. Enfin, des valeurs continuent à être confortées à travers les productions d'images autour de l'héroïsme, mais d'autres progressent au gré d'événements, tels que les attentats du 16 mai 2003 à

Casablanca. Dans ce cas précis, l'événement a été «vecteur de socialisation»¹⁵, c'est-à-dire un moment d'intense mobilisation – au sens large – favorisant la diffusion, la cristallisation ou la transformation des grilles de lecture. L'intervalle a contribué à bouleverser la vision du monde de certains acteurs, occasionnant de véritables repositionnements à l'égard des attentats-suicides (considérés jusque-là comme des actes d'héroïsme par des interviewés, notamment lorsqu'ils sont perpétrés en territoire palestinien). En d'autres termes, la violence a cessé d'être quelque chose d'abstrait, de virtuel, médiatisée par un petit écran, une fois qu'elle a fait intrusion dans l'espace physique.

152 L'illusion d'une «rue arabe» ou «islamique»

S'il y a bien une politisation, qui se traduit notamment par une identification à un groupe positionné dans un clivage structuré et structurant, ainsi que par une implication intense, la mobilisation ne suit pas nécessairement. D'une part, la représentation du groupe est fissurée et, d'autre part, dans la dynamique protestataire, le national prime même lorsque l'enjeu est apparemment transnational.

Ne serait-ce qu'au niveau des représentations collectives, il faut en effet compter avec l'ennemi intérieur qui comprend les gouvernants, les «dirigeants arabes» qui «parlent» et qui «se réunissent (...) pour ne rien faire». Il peut aussi rassembler les «Arabes», les «Marocains» trop «égoïstes», trop «préoccupés par leurs intérêts matériels», mais également soi, en déphasage total avec l'idéal, «peureux», «paresseux», «avachi», «attaché aux biens matériels», peu solidaire, manquant de foi. Le dialogue qui s'est produit à ce sujet au sein d'un groupe de lycéens pendant le printemps 2002 est éloquent:

«[Notre relation à la religion est] très marginale... Très peu d'entre nous font la prière, alors que la prière est le fondement de la religion. Dire la vérité, nous mentons tous. Faire le jihâd [...], ne pas avoir peur de la mort. [...] Se soumettre à Dieu, [...] Or, aucun d'entre nous n'est prêt pour le jihâd... Ce n'est pas facile d'aller se tuer, il faut une confiance en soi, une confiance en sa patrie...

- Non, pardon, il y a des gens qui veulent aller au paradis...

- Et alors, même celui qui se drogue a envie d'aller au paradis, mais nous n'avons pas la foi, la force de la foi, nous n'avons pas été élevés là-dedans.

- Moi, je veux y aller...

- Toi, tu veux y aller! Tu crois que ta mère va te laisser y aller?

- Je te jure qu'elle m'encouragera à y aller..., je te jure qu'elle ne me causera pas...

¹⁵ Olivier Ihl, «Socialisation et événements politiques», *Revue française de science politique*, Vol. 52, N° 2-3, 2002, pp. 125-144.

- Elle doit te dire d'aller au port pour griller¹⁶...
- Si ta mère t'aime, tu crois qu'elle voudra que tu ailles mourir... [...] Il n'y a pas la force de la foi qui te pousserait à y aller. Moi, je ne suis pas un vrai croyant. Nous, nous sommes attachés aux biens matériels, à l'ici-bas (dunyâ).» (Groupe de lycéens, entretien collectif, printemps 2002).

Conscients de leurs dissonances, de la variété de leurs «programmes de vérité»¹⁷, les lycéens interviewés en groupe affirment presque tous leur préférence pour les «plaisirs de la vie», et expriment avec dérision leur faible estime de soi. Entre l'adhésion et l'action collective, il existe tout un travail de recrutement et d'organisation, qui nécessite des ressources, qui est contraint ou favorisé par des dimensions contextuelles.

À un deuxième niveau, l'intensité d'une protestation déclenchée à l'occasion d'un événement extérieur dépend de variables intrinsèquement liées à la configuration nationale. Contrairement à ce que laisse entendre la formulation «rue arabe» et/ou «islamique», lors des différents conflits, crises ou affaires qui ont eu lieu au cours des quinze dernières années, les mobilisations ne se produisent pas systématiquement dans tous les pays où se trouvent des musulmans (encore que l'affaire des caricatures du prophète a suscité des émotions y compris dans des pays comme le Kenya, l'Inde, les Philippines). Ensuite, lorsqu'elles ont lieu, les capacités de mobilisation du Hezbollah au Liban ne sont pas les mêmes que celles des groupes qui appellent à la manifestation au Kenya ou aux Philippines. Par ailleurs, les initiateurs sont différents: des gouvernements, des groupes armés, des associations, des organisations politiques dans l'opposition, agissant soit dans la clandestinité, soit dans la légalité. Leurs modes d'action, le degré de violence qu'on observe de part et d'autre, les enjeux nationaux dans lesquels ils s'inscrivent sont extrêmement variables. À partir de là, plusieurs dimensions méritent d'être examinées pour saisir l'ensemble de ces fluctuations.

En premier lieu, il importe de prendre en considération le type d'autoritarisme en place, la nature des liens avec les différents protagonistes du conflit tant au niveau des autorités politiques qu'à l'échelle sociale, la convergence ou la divergence entre les positionnements affirmés par «le haut» et par «le bas». À titre d'exemple, la comparaison des mobilisations qui se sont produites pendant la guerre du Golfe de 1991 au Maroc et en Égypte s'avère instructive.

¹⁶ «Griller» (*hregu*) se réfère implicitement au fait de traverser clandestinement les frontières, notamment en empruntant des embarcations de fortune.

¹⁷ Clin d'œil à Paul Veyne, *Les Grecs ont-ils cru à leurs mythes? Essai sur l'imagination constituante*, Paris: Seuil, 1982.

Du côté marocain, deux mois de grandes manifestations ont mobilisé de larges secteurs de la société¹⁸. La quasi-totalité des acteurs de la société politique et civile ont manifesté leur soutien à l'Irak, par réaction au soutien apporté par Hassan II à «ses frères» dans la Péninsule, affirmé par la présence de troupes marocaines en Arabie saoudite. Le quasi-unanimité de la protestation peut s'expliquer d'une part par le fait qu'au Maroc, nationalisme arabe et leadership à la Saddam ou à la Nasser n'ont pas été expérimentés et sont de ce fait demeurés valorisés par certaines franges de la population comme une alternative au régime monarchique. Par ailleurs, cela exprimait le rejet à l'égard des ressortissants des monarchies du Golfe (identifiés à Hassan II, accusés de ne pas suffisamment redistribuer la rente pétrolière, d'utiliser leur richesse pour «dépraver» les jeunes Marocaines, de «faire au Maroc ce qu'ils ne peuvent pas faire chez eux», etc.). Et enfin, les différentes formes de protestations se sont inscrites dans le prolongement direct de la grève générale et des émeutes de décembre 1990.

Inversement, du côté égyptien, même si le président Moubarak avait pris une position similaire à celle de Hassan II, les manifestations étaient beaucoup plus timides. Le clivage divisait les différentes organisations politiques¹⁹. Par ailleurs, l'on peut considérer que le charisme de ceux qui osent défier plus puissants qu'eux a eu le loisir de s'émoussiller plus vite dans un pays comme l'Égypte, qui dans son histoire récente a été plusieurs fois sur le front des conflits régionaux. Enfin, il convient de rappeler que l'Égypte est insérée dans le circuit des migrations interarabes, bénéficiant de la sorte de la rente pétrolière via les revenus des travailleurs égyptiens dans la Péninsule, et qu'un sentiment anti-irakien a pu se développer après l'expulsion des travailleurs égyptiens d'Irak, à la suite de la position prise par leur gouvernement. Ces deux exemples illustrent à quel point les mobilisations à caractère transnational sont directement liées aux trajectoires et aux configurations avant tout nationales.

En deuxième lieu, il convient de rappeler que les possibilités mêmes d'existence d'une mobilisation à grande échelle, lancée par des acteurs non gouvernementaux, varie en fonction du degré d'ouverture du système politique national et du niveau de répression qui s'y exerce. Autrement dit, il est plus envisageable pour des partis d'opposition et des associations de mobiliser au Maroc qu'en Libye, en Syrie ou en Tunisie. Tout comme il est plus facile de mobiliser dans le Maroc de 2002 que dans le Maroc des années 1980.

¹⁸ Voir Mounia Bennani-Chraïbi, *Soumis et rebelles...*, op. cit.

¹⁹ Voir entre autres Alain Rousillon, «L'opposition égyptienne et la crise du Golfe: Saddam Hussein, ou comment s'en désolidariser», *Maghreb-Machrek*, «L'invasion du Koweït», N° 130, 1990, pp. 79-98.

Parallèlement, manifester, envoyer des pétitions ou, inversement, lancer des pierres et des cocktails Molotov est un choix contraint par le type de répertoire d'action le plus usité à l'échelle nationale, du rapport à la violence entretenu par les protestataires et par l'État. Dans le cas du Maroc, l'ouverture du régime a contribué à relativement²⁰ pacifier la manifestation (qui ne suscite qu'exceptionnellement des morts au contraire de la période qui va de 1965 à 1990). Dès lors, le coût étant plus faible, la participation de simples sympathisants ou même de citoyens ordinaires en devient plus importante. Des apprentissages ont eu lieu aussi bien du côté des organisateurs, des manifestants que des services d'ordre. Cela s'est traduit par une réduction des affrontements. Et ce n'est pas un hasard que le 7 avril 2002, la plus grande manifestation de soutien aux Palestiniens se soit déroulée à Rabat.

155

À cela s'ajoute le fait qu'il arrive que la mobilisation soit le lieu d'une énonciation de revendications à caractère social ou politique (comme l'indique l'analyse d'une partie des slogans scandés pendant les manifestations de la guerre du Golfe de 1991 au Maroc); mais elle peut aussi traduire un type d'échanges de coups entre protestataires et autorités politiques. C'est une opportunité pour des opposants de montrer leur capacité de mobilisation et d'exercer une pression sur les autorités. C'est aussi un moment privilégié pour «se compter». Ainsi, les mobilisations de soutien à l'Irak ou à la Palestine organisées par les islamistes au Maroc sont une des rares possibilités pour un mouvement non légalisé comme *al-'Adl wa al-Ihsân* (Justice et Bienfaisance) de se rendre visible, du fait même que celui-ci ne participe pas aux élections comme le Parti de la justice et du développement (PJD). Mais un tel événement peut être également une occasion de manifester un esprit de conciliation. En effet, en 2003, lors du déclenchement de la guerre en Irak, le PJD a opté pour une faible mobilisation, afin de manifester son souci de «ne pas nuire aux intérêts du pays», alors en pleine négociation d'accords économiques avec les États-Unis.

Enfin, les manifestations de solidarité, avec le peuple palestinien notamment, trahissent souvent les rivalités et les conflits entre acteurs politiques appartenant à des bords opposés à l'échelle du champ politique national. À titre d'exemple, lors des manifestations de soutien aux peuples palestinien et libanais organisées à Casablanca en juillet 2006, des confrontations ont eu lieu entre acteurs de gauche et islamistes.

«Comme les élections approchent, le PJD voulait diffuser son discours. Du fait de l'approche des élections, on n'a pas voulu

²⁰ Dans certains cas, la participation à des manifestations ou à des sit-in demeure coûteuse. Voir Frédéric Vairel, *Espace protestataire et autoritarisme. Nouveaux contextes de mise à l'épreuve de la notion de fluidité politique: l'analyse des conjonctures de basculement dans le cas du Maroc*, Thèse de doctorat en science politique, Université Paul-Cézanne, Aix-Marseille III, 2005.

que le PJD prenne la parole. Du coup, personne n'a pris la parole. On est monté sur l'estrade, on s'est mis à se bagarrer. [...] J'ai crié: «Palestine, Palestine arabe. À bas, à bas la réaction». Eux, ils disaient: «Palestine, Palestine islamique. À bas, à bas la gauche».
(Lycéen, 19 ans, militant associatif, sensibilité de gauche, août 2006).

Dans cette citation, on peut voir, d'une part, que la question palestinienne fait l'objet d'une lutte qui vise à imposer une définition et une qualification qui se nourrissent des référentiels idéologiques de chaque camp. Il apparaît, d'autre part, que les acteurs considèrent ces mobilisations à caractère supranational comme des opportunités pouvant susciter des gains ou des pertes politiques à l'échelle nationale. Il serait intéressant de poursuivre la comparaison sous cet angle et de s'interroger par exemple sur ce qu'il en est dans un pays comme la Bosnie, où pendant la crise des caricatures ce sont des drapeaux croates qui ont été brûlés et non des drapeaux danois.

156

Conclusion

Au terme de cette esquisse, j'espère avoir commencé à montrer deux aspects fortement reliés. D'abord, l'intérêt du détour par le transnational pour comprendre les processus de politisation. Ensuite, le fait que la scène transnationale s'érige par moments en scène nationale.

En effet, une lecture rapide des protestations et des «émotions» qui s'expriment aux abords d'un conflit ou d'une «affaire» à caractère transnational peut donner, d'une part, l'illusion d'un tout homogène et, d'autre part, l'impression qu'il s'agit là de lieux de désamorçage du politique ou de politisation par défaut. Mais, dans les faits, ces mobilisations font l'objet d'une vaste palette de définitions et de stratégies, et sont rarement totalement déconnectées de l'arène politique instituée. ■